

# Japan Analysis

## la lettre du Japon

**17** Décembre 2009

### ANALYSE DE L'ACTUALITÉ

1. Défaite du PLD, victoire du Minshutō
2. Les premières réformes du Minshutō
3. Des positions anti-américaines ?
4. Les équilibres post-électorales au Minshutō
5. La préparation du rebond au PLD
6. Les perspectives électorales

### POINTS DE VUE D'ACTUALITÉ

Asai Motofumi, « La sortie d'une vision de la politique internationale fondée sur la puissance – Un examen de la diplomatie et de la politique de sécurité du PDJ », *Sekai*, novembre 2009, p. 147-156. (Traduction Pierre Fauquet, Asia Centre.)

Îo Jun, Nonaka Naoto, « Comment la politique va-t-elle changer avec la fusion entre gouvernement et majorité ? », *Chûô kôron*, novembre 2009, p. 74-83. (Traduction Guibourg Delamotte, Asia Centre.)

Tsuji Takuya, « Classement des départements en fonction du taux de natalité et de l'accroissement de la population », *Chûô kôron*, octobre 2009, p. 72-81. (Traduction Pierre Fauquet, Asia Centre.)

Ishiba Shigeru, « Le PLD ne va pas pouvoir se redresser par un nationalisme étriqué », *Chûô kôron*, novembre 2009, p. 92-99. (Traduction Guibourg Delamotte, Asia Centre.)

## ANALYSE DE L'ACTUALITÉ

### 1. Défaite du PLD, victoire du Minshutô

Le Parti démocrate (Minshutô) est sorti victorieux des élections générales du 30 août où il a gagné 191 sièges : avec 308 sièges, il détient plus de la majorité absolue de la Chambre basse (située à 241). Le Parti libéral-démocrate, qui a perdu 181 sièges, n'en a plus que 119 et le Kômeitô, 21. Le Japon voit donc le rapport de forces s'inverser à la Diète : l'adversaire du PLD remporte une victoire de l'ampleur de celle qu'il a connue en 2005.

Le Minshutô a bénéficié de la faible popularité d'Asô, des divisions internes au PLD et du fait qu'aucune personnalité charismatique n'ait émergé après le départ de Koizumi. Comme en 1993, la faiblesse du PLD a contribué à la victoire de ses adversaires : la volonté de sanctionner le PLD a déterminé le vote de 52 % des électeurs<sup>1</sup>. Néanmoins, à la différence de ce qui s'était produit alors, cette victoire du Minshutô marque bien l'avènement d'un second grand parti au Japon. Alors qu'en

1 Selon un sondage de la NHK diffusé le 9 septembre 2009.

1993, le PLD avait été délogé du pouvoir par ses propres dissidents, il n'a finalement pas connu de scission significative à l'approche de ces élections (Watanabe Yoshimi, ministre de la Réforme financière, administrative et de la fonction publique dans le gouvernement Fukuda, qui a quitté le parti en janvier 2009 et fondé Minna no tō (Votre parti), n'a pas fait d'émules).

Le Minshutô reste tributaire à la Chambre haute des voix de ses alliés socialistes et de deux petits partis créés en 2005 : le Shintô Nihon de Tanaka Yasuo (l'ancien gouverneur – réformateur – de Nagano est le seul élu du parti) et le Kokuminshintô, présidé par Watakuni Tamisuke<sup>2</sup>. Ce dernier est membre de la coalition gouvernementale : Kamei Shizuka est responsable de la réforme financière et postale.

2 Cf. *Japan Analysis* n° 2, décembre 2005.

## 2. Les premières réformes du Minshutô

Le Minshutô entend dessaisir l'administration de son pouvoir pour le confier aux hommes politiques qui, estime-t-il, se le sont laissé confisquer.

Plusieurs de ses mesures renforcent le politique. Le Premier ministre est désormais assisté d'un vice-Premier ministre, également président d'un nouveau conseil stratégique national dont le poids est déterminant dans la procédure budgétaire, laquelle est révisée<sup>3</sup>. Kan Naoto, fondateur du Minshutô en 1996, a été nommé à ce poste. Un conseil de revitalisation de l'administration associant experts et hommes politiques repère les dépenses inutiles et veille à la disparition du pantouflage (les carrières administratives doivent être allongées). Un comité sur les politiques fondamentales rattaché au bureau du Premier ministre associe étroitement les secrétaires généraux des partis de la coalition aux décisions. Enfin, les hauts fonctionnaires ne pourront plus prendre la parole à la Diète : les ministres seuls répondront aux questions des parlementaires, ce qui les obligera à acquérir une meilleure connaissance des dossiers.

Parmi les mesures phares du Minshutô figurent la création d'une allocation familiale de 26 000 yens par enfant (200 € environ), indépendante du niveau de revenus, et la gratuité de l'éducation secondaire. Le programme commun de la nouvelle coalition, adopté en septembre, prévoit la construction de crèches à la demande des sociaux-démocrates, qui estiment que la faible natalité ne peut être traitée que par des mesures d'ordre économique : l'effondrement de la natalité provient certes d'une contraction des revenus, mais aussi de la difficulté à

conjuguer travail et vie de famille.

Le financement de ces mesures doit être assuré par des économies budgétaires. Dix-huit comités de conseil divers seront ainsi supprimés. Ces comités étaient souvent redondants les uns par rapport aux autres : il existait ainsi un comité contre le réchauffement climatique, un autre sur la politique énergétique ; trois comités distincts sur l'administration des systèmes de retraite, la gestion de la protection sociale et la réforme du système de sécurité sociale. Ces comités rendent possible la longue gestation d'une réforme (il y avait ainsi un comité sur la sécurité nationale et la défense, un autre sur la réforme du ministère de la Défense), en particulier quand celle-ci n'intéresse pas directement un nombre suffisamment grand d'hommes politiques (tels les comités sur la médecine de campagne, la politique à l'égard des Aïnous...) ou quand les réformes sont trop sensibles politiquement pour entraîner une action rapide (comités sur les dépenses administratives, la taxe spéciale autoroutière, la réforme des régions, la rénovation de l'éducation, le rétablissement des relations diplomatiques avec la Corée du Nord). Des programmes vont être abandonnés (un programme commun avec la Banque européenne de reconstruction pour les PME, un autre pour l'internationalisation de la recherche...), des dépenses remises (une contribution au Fonds pour l'environnement de la Banque asiatique de développement, le programme de développement spatial...). Ces économies permettront de dégager un total de 11,6 milliards de yens (86 millions d'euros environ).

Le parti est cependant déjà contraint à la révision de certaines de ces promesses de campagne. Il évoque désormais l'introduction d'une condition de revenus pour bénéficier de l'allocation familiale. Une autre de ses promesses de campagne était la gratuité des autoroutes : il a annoncé qu'elle ne concernerait en définitive que certains tronçons.

3 « Shushô hatsugen ni bure » [Contradictions dans les déclarations du Premier ministre], *Yomiuri shim-bun*, 15 octobre 2009.

Par ailleurs, certaines de ses propositions « d'avant-garde » se voient maintenant contestées. C'est le cas de la proposition de loi qui était envisagée accordant aux résidents permanents le droit de vote dans les élections locales : Ozawa Ichirō y était favorable, mais le parti est divisé et Kamei Shizuka y est opposé. Cette proposition figurait pourtant déjà dans le manifeste électoral du Minshutō en 1998. Il en va de même du droit pour les femmes mariées de conserver leur nom et de l'établissement de la majorité à 18 ans<sup>4</sup>.

### 3. Des positions anti-américaines ?

Sur le plan de la politique étrangère, le Minshutō veut affirmer l'autonomie du Japon à l'égard des États-Unis et met l'accent sur des réformes mieux accueillies en Europe qu'aux États-Unis (le changement climatique) ou sur les relations avec le reste de l'Asie. Dans son manifeste de juillet 2009, le Parti démocrate entendait ainsi renforcer le volet asiatique de la diplomatie japonaise en établissant des « relations de confiance » avec la Chine et la Corée du Sud et en favorisant la signature d'accords de coopération et de libre-échange en Asie-Pacifique, et promouvoir l'avènement d'une communauté est-asiatique. Par ailleurs, il indiquait que l'alliance nippo-américaine devait être « fondée sur des rapports égaux ». La parution d'un article dans lequel le futur Premier ministre critiquait le « fondamentalisme de marché » inspiré par les États-Unis et à l'origine de la crise financière et économique mondiale a pu faire accroire que le parti était anti-américain<sup>5</sup>. Il ne l'est pas : le manifeste indiquait avant tout que l'Alliance devait être étroite ; l'article en question, dans sa version japonaise, évoquait la « menace chinoise ».

4 « Muda zukai daitan katto », *Yomiuri shimbun*, 18 novembre 2009.

5 Hatoyama Yukio, « Watashi no seiji tetsugaku » [Ma philosophie politique], *Voice*, août 2009.

Le parti souhaite néanmoins voir réviser le statut des forces américaines au Japon pour que disparaisse le privilège juridictionnel dont jouissent encore des soldats américains qui commettent des infractions pénales au Japon. Il veut également que la participation du Japon aux frais des bases établies sur son sol soit réévaluée régulièrement. Enfin, il demande la réouverture des négociations concernant la base de Futenma (ville de Ginowan), dont le déplacement au nord d'Okinawa (ville de Nago, péninsule de Henoko, près de Camp Schwab) avait été décidé par un accord bilatéral de 2006<sup>6</sup>.

La question a été évoquée dans chacune des rencontres bilatérales qui ont eu lieu depuis la nomination du gouvernement Hatoyama – lors de la rencontre Okada-Clinton en septembre à Tôkyô, de la rencontre Hatoyama-Obama à l'occasion de la rentrée de l'ONU en septembre à New York, par Robert Gates, secrétaire à la Défense, au Japon en octobre, enfin avec Obama à Tôkyô, en novembre. Robert Gates a appelé au maintien de l'accord de 2006. Richard Armitage, ancien sous-secrétaire à la Défense (2001-2005), a cependant indiqué que, si le Japon souhaitait rouvrir ces négociations, les États-Unis n'auraient d'autre choix que de se plier à sa demande<sup>7</sup>.

Le gouvernement doit ménager son allié socialiste, qui s'oppose à toute autre solution que l'installation de la base hors d'Okinawa et a affirmé début décembre qu'il quitterait la coalition s'il n'était pas entendu, ce qui placerait le gouvernement en difficulté à la Chambre haute.

6 « Futenma isetsu naze hitsuyō, Jutaku miss-hūchi no jiko kaihi », *Yomiuri shimbun*, 8 novembre 2009 (interview de Kawakami Takashi, enseignant à l'université Takushoku).

7 Lors du Japan-US Security Seminar (*Japan-US Security Relations: A Testing Time for the Alliance*) organisé par le Center for Strategic and International Studies et le Japan Institute for International Affairs à Washington (27-28 mars 2009).

Dans sa Vision pour Okinawa (2008), le Minshutô appelait au transfert de Futenma hors d'Okinawa, voire hors du Japon ; dans le manifeste d'août 2008 et dans l'accord de coalition, il indique plus modestement qu'il s'efforcera d'obtenir la révision du plan de réorganisation des bases de 2006. La question a donné lieu à des prises de position contradictoires de la part des membres du cabinet<sup>8</sup>.

#### Des prises de position contradictoires sur Futenma<sup>9</sup>

M. Hatoyama : « Il serait souhaitable que la base soit remplacée par une installation à l'étranger, mais on peut à tout le moins espérer une base hors du département. » (17 août).

M. Kitawa, ministre de la Défense : « Un déplacement hors du département ou à l'étranger prendra du temps... » (26 septembre).

M. Hatoyama : « Le manifeste n'exclut pas une évolution de la situation au fil du temps. » (7 octobre).

M. Okada, ministre des Affaires étrangères : « Un déplacement hors du département n'est pas une option réaliste. » (23 octobre).

M. Hatoyama : « Ca n'est pas comme s'il n'y avait pas déjà des installations hors du département ! » (24 octobre).

M. Kitazawa : « Le maintien du projet actuel ne serait pas contraire au manifeste. » (27 octobre).

M. Okada : « [Cette affirmation] n'a pas grand sens. Pour ma part, je suis favorable à la réunion du site avec Kadena » - une base située sur l'île de Honshû. (27 octobre).

M. Hatoyama : « Au stade où nous sommes, le maintien n'est plus une option. » (27 octobre).

#### 4. Les équilibres post-électoraux au Minshutô

Ozawa Ichirô, qui a été nommé secrétaire général du Parti, est sorti renforcé des élections. Sa faction, qui comporte désormais 150 personnes, dépasse de loin les autres.

#### Les factions du Minshutô après les élections de 2009<sup>10</sup>

Faction Hatoyama (dont fait partie le secrétaire général du cabinet Hirano), 45 personnes

Faction Ozawa (celle du ministère des Finances Fujii), 150 personnes

Faction Maehara (nommé ministre de l'Aménagement du territoire et des Transports), 60 personnes

Faction Kan (vice-Premier ministre), 60 personnes

Faction Hata (dont font partie les ministres de la Défense et de l'Intérieur), 20 personnes

Ancien Parti socialiste (ministres de la Justice et de l'Agriculture), 25 personnes

Ancien Parti démocrate-social (ministre de l'Éducation, ministre de l'Économie), 35 personnes

Faction Noda, 40 personnes

#### 5. La préparation du rebond au PLD

Le PLD a élu à sa tête l'ancien ministre des Finances Tanigaki Sadakazu, le plus âgé des trois candidats qui étaient en lice. Face à lui se présentaient en effet l'ancien vice-ministre de la Justice, Kôno Tarô, et l'ancien vice-ministre des Affaires étrangères, Nishimura Yasutoshi. Le parti s'est immédiatement attelé à sa réforme.

<sup>10</sup> *Yomiuri shimbun*, 17 septembre 2009.

<sup>8</sup> « Kishimu Dômei », *Yomiuri shimbun*, 28 octobre 2009.

<sup>9</sup> « Kishimu Dômei », *Yomiuri shimbun*, 28 octobre 2009.

Le « groupe de régénération du PLD », créé par l'ancien secrétaire général du cabinet, Hosoda Hiroyuki, a émis huit propositions, dont certaines ont d'ores et déjà été mises en œuvre. Très rapidement, le PLD s'est en effet doté de nouvelles structures : un conseil stratégique est rattaché au président, ainsi que trois bureaux nouvellement créés - de la réforme, de la communication et de réorganisation<sup>11</sup>. Les membres de la Chambre haute y trouvent une meilleure représentation : trois d'entre eux ont désormais des responsabilités auprès du secrétaire général et du président du comité des affaires politiques, Ishiba Shigeru.

Le PLD envisage de nouveau la suppression des factions, que la moitié des élus des régions souhaite<sup>12</sup>. Le parti a voulu les éliminer en 1994 pour tirer les leçons de la défaite de 1993. Dès lors, le financement des campagnes n'a plus été géré par les factions, mais par le parti. Mais les factions sont reparues sous la forme de rassemblements politiques et ont conservé une fonction de partage de l'information et de promotion des carrières.

## 6. Les perspectives électorales

Le Minshutô est en bonne position pour remporter les élections à la Chambre haute qui auront lieu en juillet 2010. Pour détenir seul la majorité de la Chambre, il lui faut 122 des 242 sièges. 48 des 108 sièges qu'il détient actuellement seront parmi ceux qui devront être renouvelés. Il a en outre remporté deux élections partielles et rallié 4 indépendants à la fin du mois d'octobre : la victoire dont il a besoin pour s'assurer cette majorité est de moindre ampleur que celle qu'il a obtenue lors des élections précédentes, en 2007.

---

11 « Jimin no shikkôbu shintaisei katameru », Yomiuri shimbun, 7 octobre 2009.

12 « Habatsu no zehi nokoru hidane », Yomiuri shimbun, 30 septembre 2009.

Le Jimintô, en revanche, aurait besoin d'une victoire similaire à celle qu'il a connue en 2005, quand sa popularité atteignait des sommets sous M. Koizumi. Si le Minshutô détenait seul la majorité des deux Chambres, il serait en mesure de mettre pleinement en œuvre son programme.

## POINTS DE VUE D'ACTUALITÉ

### Asai Motofumi,

**« La sortie d'une vision de la politique internationale fondée sur la puissance – Un examen de la diplomatie et de la politique de sécurité du PDJ » [Kenryoku seijiteki kokusaikan karano dakkyaku – Minshutô seiken no gaikô, anzenhoshô seisaku wo tou], *Sekai*, novembre 2009, p. 147-156. (Traduction Pierre Fauquet, Asia Centre.)**

*Ancien diplomate, Asai Motofumi préside actuellement le Hiroshima Peace Institute de l'université de la ville de Hiroshima. Il commente ici certains aspects de la politique du Minshutô, notamment dans le domaine du nucléaire militaire.*

La diplomatie qu'entendait conduire M. Hatoyama a été révélée lors de la visite de celui-ci et de son ministre des Affaires étrangères, M. Okada, aux États-Unis. Lors de son discours devant l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité des Nations unies, plusieurs points ont été soulevés, dont celui de l'arme nucléaire. Pourtant, lors de rencontres antérieures, le Premier ministre Hatoyama, M. Okada, le président Obama et la secrétaire d'État Hillary Clinton ont déclaré leur volonté de préserver l'alliance nippo-américaine. Je

me pose donc la question de la cohérence de la politique menée par M. Hatoyama au sujet de la politique « non nucléaire » de son prédécesseur, qui assurait au Japon le bénéfice du parapluie nucléaire américain tout en faisant des trois principes antinucléaires une valeur fondamentale de la nation.

À ce sujet, il est important de noter l'apparition d'un mouvement visant supprimer un des trois principes, celui interdisant l'introduction d'armes nucléaires, ou encore, dans la continuité de l'accord secret révélé en mai, à les remplacer par « deux principes et demi » (tolérer le transit de navires et avions américains munis de l'arme sur le territoire), et cela sous prétexte de menace nord-coréenne.

D'autre part, la question essentielle est à mon sens de savoir si dans ce XXI<sup>e</sup> siècle post-guerre

froide, la structure des relations internationales continuera de reposer sur « une paix par la force » ou bien si nous tendrons vers une sortie du réalisme et une « paix sans la force ».

Ainsi, l'alliance militaire nippo-américaine apporte-t-elle la preuve des menaces qu'elle prétend dénoncer ? Depuis la fin de la guerre froide, la théorie de la menace nord-coréenne a été entretenue au Japon. Comme Hatoyama l'a déjà dit dans son essai, pour le PDJ comme pour le PLD, la véritable menace est la Chine, mais ils sont dans l'impossibilité de l'exprimer ainsi. La République populaire démocratique de Corée vient alors jouer le rôle de bouc émissaire, mais, si cet état de fait venait à être révélé, l'alliance militaire nippo-américaine et, par la même occasion, les fondements de la légitimité de l'idéologie réaliste au Japon disparaîtraient.

Ensuite, au sujet du rôle international du Japon au XXI<sup>e</sup> siècle, je souhaite faire quelques propositions au PDJ. Ainsi, les sujets les plus importants pour l'humanité au XXI<sup>e</sup> siècle sont selon moi la liquidation du néolibéralisme, l'abolition de l'arme atomique et la protection de l'environnement. Le PDJ doit désormais s'illustrer par ses initiatives et sa capacité à exercer une gouvernance à l'échelle internationale sur ces trois sujets. Concernant l'importance de la liquidation du néolibéralisme, le sujet est évoqué dans l'essai du Premier ministre Hatoyama. Quant à l'environnement, il a déclaré publiquement le 22 septembre, lors du sommet sur les changements climatiques, que d'ici à 2020, le volume de gaz à effets de serre rejetés par le Japon serait inférieur de 25 % à ce qu'il était en 1990. En revanche, le problème concerne l'abolition de l'arme nucléaire. Okada, lors de sa prise de fonctions le 16 septembre, a tout de suite ordonné une enquête sur les accords secrets signés [pendant la guerre froide] avec les États-Unis. Il s'agit là d'un grand pas en avant, mais, compte tenu des déclarations du Premier ministre et du ministre des Affaires étrangères jusqu'à présent, il ne faut pas céder à l'optimisme.

Hatoyama a ainsi affirmé dans l'édition du 16 juillet du quotidien Asahi : « Malgré le maintien des trois principes antinucléaires, il faut parfois prendre des mesures pragmatiques. Elles sont nécessaires, par exemple dans le cas de la Corée du Nord ... » (14 juillet). Okada, de son côté, a annoncé le 9 août à Nagasaki l'avant-projet de traité pour une zone sans arme nucléaire en Asie du Nord-Est. Cependant, voici le contenu de l'article 3 alinéa 2c : «Lorsqu'un navire ou avion d'un des États dotés de l'arme nucléaire dans la région (Chine, États-Unis et Russie) contenant à son bord du matériel de lancement nucléaire accoste ou atterrit dans un pays de la zone, ou qu'il utilise l'espace aérien ou navigue dans les eaux territoriales d'un des pays de la zone selon des méthodes ne répondant pas au droit de transit inoffensif, cet Etat doit obtenir une autorisation du pays de transit par le biais d'une concertation préalable. Au terme de la concertation, la délivrance ou non de l'autorisation relèvera du jugement du pays concerné, basé sur son droit souverain. »

Le point clé de l'accord secret nippo-américain est qu'il est né de cette incompatibilité fondamentale entre les trois principes antinucléaires et la protection du parapluie nucléaire américain. Ce qui est demandé au gouvernement Hatoyama, c'est de rétablir en tant que valeur fondamentale du Japon la pensée née de Nagasaki et Hiroshima selon laquelle « l'humanité et l'arme nucléaire ne peuvent cohabiter » et de décider de sortir du parapluie américain, autrement dit : se positionner en tant que leader international vers une abolition de l'arme nucléaire. Le Premier ministre Hatoyama a déclaré lors de son discours au Conseil de sécurité de l'ONU : « Aujourd'hui, je fais à nouveau le serment que le Japon maintiendra les trois principes antinucléaires. » Mais la question se pose de ce que ces principes signifient pour lui.



**Îo Jun, Nonaka Naoto,**

**« Comment la politique va-t-elle changer avec la fusion entre gouvernement et majorité ? » [Seifu, yotô ichigenka wa seiji wo dô kaeru ka], *Chûô kôron*, novembre 2009, p. 74-83. (Traduction Guibourg Delamotte, Asia Centre.)**

*M. Hatoyama a renforcé le lien entre majorité et gouvernement en créant un conseil rattaché au cabinet associant étroitement les leaders de la majorité à la conduite des politiques. Îo Jun, vice-président du Graduate Research Institute for Policy Studies, et Nonaka Naoto, auteur de plusieurs ouvrages sur la politique japonaise, analysent les conséquences de cette nouvelle approche des relations gouvernement-majorité.*

On ne sait pas encore quel message Hatoyama livrera à l'Assemblée générale de l'ONU. Il y a des points en suspens en matière de politique étrangère, et la mise en place de certaines institutions, comme le comité stratégique, tarde un peu. Au demeurant, ce n'est pas le comité en tant que tel qui importe, mais la manière dont il fonctionnera avec le reste. On ne saura vraiment comment fonctionne le nouvel agencement que quand la session parlementaire aura commencé.

Avec les gouvernements PLD, le parti n'était pas associé à l'exercice du pouvoir. Le Minshutô fusionne les deux, restreint le rôle de l'administration et met en place les mécanismes par lesquels les hommes politiques décideront des politiques et en assumeront la responsabilité.

Le meilleur exemple de ces orientations est le lien établi entre projets de loi et action du parti dans l'arène parlementaire. Dans un système

parlementaire, gouvernement et majorité se confondent en principe, mais, dans le système parlementaire japonais, obtenir que la majorité soutienne le gouvernement, même pour les projets de loi, est chose difficile.

Pour que parti et gouvernement se confondent, il faudrait que le secrétaire général du parti, voire son président des affaires parlementaires soient membres du gouvernement, mais, outre qu'on ne peut pas accroître indéfiniment le nombre des ministres, les deux fonctions seraient en pratique difficile à cumuler.

Nonaka : A cet égard, le Minshutô a bien fait de supprimer son comité des affaires politiques et d'établir dans chaque ministère et agence une commission politique que président les vice-ministres, et où les parlementaires de la majorité peuvent exprimer leurs opinions. Ainsi, toutes les enceintes qui contribuent à la prise de décision sont déplacées du côté du gouvernement ; le rôle du parti est désormais de former les hommes politiques et de faire des recherches en amont des politiques.

Îo : C'était logique de supprimer le comité des affaires politiques pour que les ministères fonctionnent autour de « l'équipe du ministre », composée du ministre lui-même, du vice-ministre (fukudaijin) et du vice-ministre parlementaire (seimujikan). Évidemment, dans le parti, il y a eu beaucoup d'opposition à la

nouvelle commission politique : est-ce que le ministre pourra se tourner vers le parti si son équipe peine à formuler une politique ? De la bonne entente d'Ozawa et de Hatoyama dépendrait la survie du gouvernement.

Nonaka : Je suis plutôt optimiste sur ce point. Il me semble qu'on va vers un système où le gouvernement est responsable des politiques, et le parti des élections et de la politique parlementaire, équilibre qu'on trouve en principe dans les systèmes parlementaires.

Mais, si l'exercice du pouvoir doit revenir aux politiques essentiellement, il va falloir ajouter du personnel à ces trois personnes : ce que peuvent accomplir trois hommes politiques est limité, ils feraient bien de conforter cette équipe rapidement.

Enfin, on verra comment fonctionne le nouveau comité des présidences, composé du Premier ministre, du président du conseil stratégique, du secrétaire général du parti, du président des affaires parlementaires, Yamaoka Kenji, et du président du comité de la Chambre haute du parti, Koshiishi Higashi, quand viendra le temps de se concerter sur des questions difficiles. Certains ont fait remarquer que le ministre des Affaires étrangères, Okada Katsuya, aurait pu y être associé, mais, jusqu'aux élections de juillet, on ne verra pas de dissensions sur des questions internationales.

Concernant la question du rapprochement entre majorité et gouvernement, un autre point important est l'instauration par le Minshutô de comités interministériels (kakuryô iinkai) rassemblant les ministres concernés par une décision donnée. De tels comités existent dans la plupart des pays européens : on ne fait pas une politique efficace par la seule réunion d'un conseil des ministres où sont présents tous les ministres. A fortiori au Japon : un filtrage était opéré par l'administration, au premier chef par les vice-ministres administratifs (jimujikan), qui rédigeaient les futurs décrets avant les conseils. Il n'y avait qu'au Japon que

les choses se passaient ainsi : à quoi servaient les conseils des ministres ? Dans ces conseils interministériels, les ministres débattront des problèmes, ce qui permettra de créer un « système gouvernemental » au sens propre du terme.

Îo : À propos de ces conseils, le conseil sur la politique économique et fiscale mis en place par Koizumi est un exemple éclairant : il était le premier à être interministériel. Les conseils rattachés au secrétariat général du cabinet ou les directions nouvelles de ce secrétariat qui avaient été créées jusque-là n'avaient pas de pouvoir décisionnel.

Nonaka : Si bien que, en effet, on l'a vu pour la commission de revitalisation de l'éducation, les autres ministères pouvaient ensuite dire qu'ils n'avaient pas été consultés.

Îo : La répartition des tâches entre ministères et bureau du Premier ministre sera importante aussi : jusqu'où les conseils interministériels et les ministres individuellement seront-ils responsables de cette coordination ? Si elle doit incomber au bureau du Premier ministre, il va falloir le renforcer.

Nonaka : Le renforcement du politique a deux volets. D'abord, permettre à l'exécutif (kantei) d'avoir une influence décisive sur les politiques : le conseil stratégique est créé pour cela, mais comment va-t-il interagir avec le secrétariat général du cabinet, qui jusqu'à présent assumait la coordination générale des politiques ? Les tâches seront sans doute réparties entre sous-secrétaires et conseil. Un nouveau poste de sous-secrétaire a été créé.

Ensuite, quel système mettre en place pour donner les moyens aux hommes politiques d'assumer leurs responsabilités et de trancher les problèmes au quotidien ?

(...) Un autre changement important va concerner la procédure budgétaire. Jusqu'à présent, le ministère des Finances était au centre et avait pour interlocuteurs les différents

ministères et agences auprès desquels les parlementaires (zokugijin) s'activaient. Cela avait deux conséquences : les intérêts acquis des parlementaires comme de l'administration étaient aisément préservés ; les hommes politiques avaient peu de marge de manœuvre pour y apporter des changements, et l'administration pouvait dominer le processus.

Îo : (...) Une priorité du nouveau gouvernement est de mettre fin à la « suffisance de l'administration » (datsu kanryô izon). On parlait sous Koizumi d' « exclure l'administration » (kanryô hajjo). En réalité, ce n'est pas comme si on pouvait s'en passer : ce qu'il faut, c'est un meilleur équilibre dans la répartition des tâches. Le rapprochement entre gouvernement et opposition signifie la fin de la pratique qui voulait que « les hommes politiques qui n'étaient pas entrés au gouvernement fassent adopter des lois en tirant les ficelles dans les ministères ».



**Tsuji Takuya,**

**« Classement des départements en fonction du taux de natalité et de l'accroissement de la population » [Todôfuken umitai, sumitai rankingu], Chûô kôron, octobre 2009, p. 72-81. (Traduction Pierre Fauquet, Asia Centre.)**

*Professeur de science politique et d'administration publique à l'université de Hitotsubashi, Tsuji Takuya analyse les disparités de taux de natalité à l'intérieur du Japon et porte un regard sceptique sur la politique de natalité du Minshutô.*

Le Japon continue son chemin vers une société sans précédent dans l'histoire, avec un indice de fécondité faible et une population vieillissante. Selon les assureurs et les centres de recherche sur les questions démographiques, la tendance « à la diminution et au vieillissement de la population » continue. En 2030, il y aura ainsi au Japon une personne de plus de 60 ans pour trois habitants.

L'indice de fécondité actuel de 1,3 enfant par femme est loin du seuil de renouvellement de la population, qui se situe à 2,03. [A l'intérieur du pays] de grandes disparités de taux de natalité sont observées selon les régions et l'importance des agglomérations.

Sur le plan des mouvements de population, l'époque des mesures favorisant la repopulation ou l'exode rural est révolue ; tout comme celle des déplacements massifs vers les trois mégapoles. Les cinq départements ayant recensé l'accroissement de population active le plus important se trouvent toujours dans les environs des grandes agglomérations. Mais,

en comparaison des résultats observés dans les années 1960, les chiffres sont beaucoup moins élevés.

La moyenne nationale de l'indice de fécondité pour les années 2000 avoisine 1,3 enfant par femme, avec un maximum de 1,76 à Okinawa. Tokyo se trouve en dernière position avec 1,02. Dans les années 1960, l'amplitude au sein du classement était la même (environ 0,7), mais les taux étaient globalement plus élevés. Les raisons de cette baisse nationale sont multiples : baisse généralisée dans toutes les régions, augmentation des revenus, urbanisation et recul du secteur primaire sont des facteurs de diminution. Le revenu n'est donc pas le seul facteur déterminant. En effet, les zones à faibles revenus ne présentent pas systématiquement l'indice de fécondité le plus élevé et inversement. Une approche purement économique ne permet donc pas d'expliquer les écarts entre les départements.

Dans le classement combinant natalité et mouvements de population (active), on observe qu'en quarante ans l'écart entre les régions s'est creusé. Malgré certains handicaps tels que son éloignement, Okinawa, qui est en tête de ce classement, a su profiter de ses atouts : le tourisme, la popularité de certains de ses artistes, la durée de vie élevée et la jeunesse de sa population. C'est ainsi le département

le plus jeune et animé du pays. De plus, une nouvelle conception de la vie, non plus fondée exclusivement sur les revenus et le travail, y est apparue.

Le département de Nara se trouve, quant à lui, en dernière position. Il est étonnant qu'un département offrant un cadre de vie agréable se trouve si mal placé. En tout, trois départements du Kansai se trouvent dans le bas du classement. Le département d'Osaka, parmi les cinq premiers durant les années 1960, a largement chuté et se trouve désormais dans les cinq derniers. Pour des départements comme Nara, qui dépendent du marché du travail d'autres localités, la population ayant augmenté, le nombre de femmes en âge de procréer a également progressé. Cela a entraîné l'accroissement du nombre de naissances, et ce malgré une natalité faible. Par conséquent, d'importants investissements en infrastructures ont été nécessaires, et le soutien financier pour la natalité s'y est limité au minimum, empêchant toute mesure d'envergure.

Globalement, les départements qui ont largement progressé dans ce classement sont ceux qui ont eu la chance de ne pas connaître de circonstances ayant favorisé d'importants déplacements de population. A l'inverse, les chutes les plus importantes ont été observées pour les départements qui ne sont pas parvenus à empêcher leur population jeune de partir parce qu'ils manquaient d'emplois et d'infrastructures : ces départements ont enregistré un vieillissement de leur population et une baisse de leur indice de fécondité, et cela dans le contexte d'une contraction de leur population.

Afin de renverser la tendance, trois mesures sont préconisées. Il faut tout d'abord que la diversité régionale se développe et que d'autres facteurs que la croissance soient pris en considération. Il est en outre très peu probable qu'une action uniforme pour

l'ensemble du pays soit efficace. Ensuite, il est nécessaire que s'opère un changement dans la politique de réformes. Celle-ci doit être centrée sur la natalité et non plus sur les mouvements démographiques. Assurer un lieu de travail proche du foyer, proposer des congés maternité et apporter un soutien financier sont des éléments indispensables pour faire progresser la natalité. [Et enfin, pour que cela soit efficace], ces réformes se doivent d'être radicales et durables.



**Ishiba Shigeru,**

**« Le PLD ne va pas pouvoir se redresser par un nationalisme étriqué » [Henkyô na nashonarizumu dewa jimintô wa tachinaorenai], Chûô kôron, novembre 2009, p. 92-99. (Traduction Guibourg Delamotte, Asia Centre.)**

Ishiba Shigeru, ancien ministre de l'Agriculture du gouvernement Asô et désormais président du comité des affaires politiques du PLD, tire les leçons des résultats des élections.

Les sondages indiquent que les électeurs ont voté Minshutô non pas parce qu'ils trouvaient bonnes ses propositions ou formidable M. Hatoyama, mais par rejet du PLD. Nous avons obtenu 18,81 millions de voix dans les circonscriptions proportionnelles, un score presque aussi mauvais que celui de 2000. La cote de popularité de M. Mori était alors à 10 %. Il y avait plusieurs raisons à cela, notamment le fait que, quand une collision a eu lieu entre le bateau d'un lycée professionnel et un sous-marin américain, M. Mori jouait au golf et qu'il a été lent à réagir. Le désamour de la population pour le PLD date de cette époque. Le ministre des Affaires étrangères était alors Kônô Yôhei, le ministre des Finances, Miyazawa Kiichi, le ministre de la Réforme administrative, Hashimoto Ryûtarô, et tous avaient de mauvaises cotes de popularité. On croyait la fin du PLD arrivée, mais M. Koizumi est tombé du ciel en promettant de briser le PLD, Tanaka Makiko a mis une cravate pour faire campagne : l'intérêt de la population s'est ravivé. En 2005, le PLD est apparu comme le camp de la réforme. Sous le gouvernement d'Asô, nous n'avons pas su intéresser les électeurs.

Il y a trois causes profondes à cette défaite. D'abord, la fin de la guerre froide s'est soldée par la victoire de l'Occident. Le PLD a considéré qu'il ne fallait pas s'en émouvoir : alors que la politique de défense du Japon aurait dû changer radicalement, il a réglé la question par des lois ad hoc. Ensuite, la période de forte croissance a pris fin, ce qui a signifié qu'on n'a plus pu continuer à arroser le pays des bénéfices d'un gâteau qui rétrécissait. Enfin, nous sommes devenus une société vieillissante. Alors que ces trois phénomènes auraient appelé des réformes considérables, le PLD n'a rien fait.

Par ailleurs, les 83 élus de la « génération Koizumi » qui sont entrés à la Diète en 2005 ont été considérés comme éjectables : on ne leur a rien appris des campagnes électorales, des questions parlementaires, du travail parlementaire... Ce n'est pas par hasard que le PLD a perdu. Il était naturel qu'il perde.

Le PLD est un parti qui n'a jamais fait campagne dans l'opposition. En 1993, quand s'est formée une coalition de huit partis, il est tombé dans l'opposition, mais, dès l'année suivante, il était de retour au pouvoir à la tête d'une coalition avec les socialistes et le Sakigake.

Le Minshutô a gagné sur un programme qui ressemble à un rêve et va se heurter aux réalités du pouvoir, mais le PLD ne pourra pas

se contenter de dénoncer ses contradictions : il faudra annoncer clairement ce que nous, nous ferions. La politique du Minshutô est une politique d'amateurs. Ainsi, dans le domaine de la défense, il ne peut pas y avoir d' « alliance égale » sans que soit admise la légitime défense collective. (...)

Les axes selon lesquels l'opposition avec le Minshutô va se cristalliser vont se définir rapidement, mais il est une chose dont le PLD doit se garder, c'est d'avoir recours à un nationalisme étriqué. La dernière campagne a été une campagne négative dans laquelle ont fleuri des slogans comme « On ne peut pas confier le Japon aux syndicats enseignants », « Les syndicats à l'assaut du Japon ». Le PLD a critiqué le fait que des militants aient découpé le drapeau national pour lui donner la forme du symbole du Minshutô lors de meetings. Il espérait rallier des voix conservatrices, mais ça n'a pratiquement pas marché. Un parti conservateur n'est pas un parti nationaliste. La carte nationaliste attirera des votes, mais pas ceux du plus grand nombre. Le PLD doit plaider pour une politique réaliste. La direction que doit prendre le Japon est à mon avis celle de l'opulence relative et de la puissance moyenne.

**AUTEUR:**

Guibourg Delamotte, Asia Centre, EHESS

**PRODUCTION ET PUBLICATION :**

Florence Biot, Directrice exécutive

Pierre Fauquet, Assistant de traduction

Rozenn Jouannigot, Assistante de la publication

**COMMANDES ET ABONNEMENTS:**

Version brochée :

commande par n° (TTC) : 18 € pour la France, 25 € pour le reste du monde

Version électronique :

sur demande / archives (depuis 2005) :

[www.centreasia.org](http://www.centreasia.org)

© Asia Centre

71 Boulevard Raspail,

75006 Paris, France

[www.centreasia.org](http://www.centreasia.org)

[japananalysis@centreasia.org](mailto:japananalysis@centreasia.org)

ISSN : 1777- 0335